

ENTRETIEN

CHRISTOPHE GULLUY

À quelques mois de l'élection présidentielle, Christophe Gulluy, révélé par «Fractures françaises», dresse un tableau du paysage politique et social actuel. Celui-ci n'a, selon lui, pas beaucoup changé depuis 2017. Pour le géographe, le grand clivage de notre époque demeure l'opposition entre la France périphérique, qui rassemble les perdants économiques et culturels du modèle globalisé, et la France des grandes métropoles, composée par les gagnants de la mondialisation. Emmanuel Macron reste le champion incontesté de ces derniers, tandis que Marine Le Pen et Éric Zemmour se disputent les classes moyennes et populaires. À eux deux, ils représentent un bloc électoral d'au moins 35%, note Gulluy. S'il constate que celui-ci peine à trouver un débouché, le géographe note cependant sa solidité et sa détermination. Continuer à ignorer ses aspirations ne peut que conduire à une impasse politique.

« On nous fait craindre depuis trente ans le retour du fascisme : c'est du théâtre ! »

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE DEVECCIO
@AlexDeveccio

LE FIGARO. - À quelques mois de l'élection présidentielle, comment appréhendez-vous la situation politique actuelle ?

CHRISTOPHE GULLUY. - Au fond, il ne s'est pas passé grand-chose depuis 2017. Nous avions fait une interview sur le duel Macron-Le Pen où je disais que c'était un clivage chimiquement pur : classes populaires contre CSP+, métropole contre France périphérique. Tout cela n'a absolument pas changé. Le noyau de l'électorat de Macron est toujours constitué des bourgeoisies de droite et de gauche, des boomers, des retraités, des gens intégrés. Et pour cause, c'est le seul candidat qui défend le modèle économique et culturel de ces vingt dernières années. Par conséquent, l'électorat qui va le suivre est celui qui est intégré à ce modèle, en bénéficie ou en est protégé, comme les retraités par exemple. Partant de là, il bénéficie d'un socle hypersolide, avec ces 25 % qui ne bougent pas depuis son élection.

En face, il y a les désaffiliés, ceux qui ne sont plus intégrés économiquement, ce qu'on appelle hier la classe moyenne.

Ces derniers sont, selon vous, en révolte contre le modèle existant. Pourquoi ? La division internationale du travail est le point de départ d'une crise culturelle, sociale, économique et géographique. Le travail est parti en Chine, en Inde et partout dans le monde.

Mais cette question de délocalisation n'est pas seulement économique. Ce que les tenants de l'économie n'ont toujours pas compris, c'est que les classes populaires et moyennes, non seulement étaient le ressort du modèle économique (ils portaient le modèle économique et social, ils finançaient l'État-providence par leur travail), mais ils portaient également un mode de vie majoritaire qui était la référence culturelle pour la classe politique, le monde culturel et les nouveaux arrivants.

La question de l'intégration et de l'assimilation n'est pas une question abstraite à laquelle il suffirait de répondre par : «raffermons les valeurs républicaines». Si c'était le cas, on n'aurait pas exactement la même question posée en Suède, en Grande-Bretagne, aux États-Unis ou aux Pays-Bas. Tous ces pays ont des modèles et des valeurs complètement différents qui aboutissent exactement au même résultat : crise identitaire, culturelle, qui balaye tout l'Occident. Cette crise est donc liée à un phénomène économique et culturel qui est la fin de la classe moyenne occidentale.

Cette classe moyenne est-elle en train de disparaître ?

Les gens ne disparaissent pas, ils sont encore là mais ne représentent plus un modèle attractif (non seulement pour l'intelligentsia, mais aussi pour les nouveaux arrivants). On peut discuter du sexe des anges à l'infini sur ces questions d'intégration. Tant qu'on n'aura pas intégré et réintégré économiquement la majorité, il est vain d'aborder ces sujets.

Quand on débarque d'un pays étranger, quelle que soit sa culture, on observe son voisin et on est prêt à s'assimiler seulement si son mode de vie paraît attrayant. Si l'autochtone a un travail et qu'il est respecté culturellement - deux conditions qui ont explosé dans les années 1980 -, alors il serait naturel que le nouvel arrivant se conforme à ce mode de vie. Malheureusement, les classes moyennes et populaires ne sont plus intégrées économiquement et géographiquement ni respectées par le monde politique et le monde culturel. L'essentiel des précepteurs d'opinion considère ces catégories comme des losers, des «déplorables». Quand on débarque de l'autre bout du monde, et qu'on nous dit que notre voisin est raciste, à moitié débile, à fond dans la consommation, son objectif de vie étant de bouffer et de regarder la télé, on ne va pas épouser ses valeurs.

L'essentiel des précepteurs d'opinion considère les classes moyennes et populaires comme des losers, des «déplorables»

Le chantier pour les trente ans à venir est de savoir comment réintégrer la majorité de la population. Ils n'ont plus leur place dans le modèle économique qui compte symboliquement, celui des grandes métropoles, de la globalisation économique. Si le projet politique, économique et culturel de demain n'est pas la réintégration de ces populations encore majoritaires, alors il est inutile de parler d'intégration, d'assimilation ou que sais-je encore. C'est un sujet perdu d'avance si l'on ne s'intéresse pas à ce qu'est intrinsèquement une société.

Y a-t-il une volonté politique de réintégrer ces catégories ?

L'impasse politique du moment c'est qu'on a un monde politique et médiatique qui ne veut pas lâcher le modèle des grandes métropoles et de la globalisation économique. Ils nous expliquent depuis le Covid qu'il est possible de concevoir qu'ils soient allés trop loin sur le libre-échange. La main sur le cœur, ils ont honte de détruire la planète. Je dis toujours que la première mesure écologique est d'arrêter de faire venir des produits de Chine en cargo. Or les écoles ne sont pas en faveur de la fin du libre-échange. Le gros problème, c'est que les constats sont faits, les diagnostics sont posés, mais nous sommes dans un moment religieux où il est impossible d'abandonner le dogme du libre-échange. Cela crée des politiques à la petite semaine, c'est-à-dire un peu de péréquations, des politiques très catégorielles, morcelées. Cette représentation morcelée de la société empêche de mener des réflexions sur le devenir de la population majoritaire.

Mais la France n'est-elle pas réellement de plus en plus morcelée ?

Pour les tenants du modèle actuel, l'un des éléments les plus importants est de déconstruire l'idée même d'une majorité, car cela leur permet de s'extraire des conditions de la démocratie. Il n'y a plus besoin d'être en démocratie s'il n'existe que des minorités. Les élites entreprennent ainsi une gestion des représentations. C'est ce que j'appelle la «netflixisation». Netflix crée des séries en s'attachant à des panels. Il s'agit de créer une narration qui va satisfaire une catégorie spécifique. Toute la classe politique est là-dedans, alimentée par Netflix et Hollywood. Nous sommes aujourd'hui dans la lutte entre un monde fictionnel et une réalité existentielle.

C'est pourquoi, quand on décrit la France comme un pays anémique, dispersé, en perte de valeur, cela me crise. Il suffit de discuter avec des gens pour voir que ce qu'ils veulent est très précis. Ils sont majoritairement attachés à leur territoire, hyperattachés au fait que l'État-providence est lié au travail. Ils veulent juste préserver leur mode de vie. Les gens n'ont pas bougé d'un iota. Quand on

s'étonne du potentiel électoral des populistes, pour ma part, je suis avant tout surpris qu'on s'étonne. Il y a une permanence, une rationalité, une solidité qui dit tout le contraire d'une représentation d'une France anémique, atomisée, etc. Ces gens n'ont pas encore trouvé un débouché politique. Mais ils ont tout à fait conscience de la fragilité de leur existence. Les trois insécurités : physique, sociale, culturelle, ils les vivent. Il y a une mécanique que j'appelle le soft power des classes populaires. La question de l'immigration, par exemple, pourquoi ressurgit-elle ? Ces questions-là sont présentes au plus profond des classes populaires, quelles que soient leurs origines. La question de la régulation des flux migratoires travaille tout autant les Français d'origine maghrébine ou africaine que ce qu'on appelle de manière condescendante les «petits Blancs».

Les «gilets jaunes» ont ainsi souvent été qualifiés de «petits Blancs». On oublie un peu rapidement qu'ils étaient par exemple très mobilisés dans les DOM-TOM, par exemple. C'est se tromper sur le fond du mouvement que d'en faire un mouvement ethnique. C'était un mouvement très divers composé de gens d'origines diverses mais qui ont intégré le mouvement sans leur étendard identitaire. Je ne dis pas cela pour faire l'éloge hypocrite de la diversité à la manière des publicitaires qui nous gouvernent. Je dis cela car, quand on a des classes populaires en mouvement, respectables, puissantes, fortes, elles redevennent attractives, y compris pour des personnes de toutes origines. Quand tu es respecté culturellement, tu crées les conditions de l'assimilation des autres.

L'arrivée de CSP+ par exemple sur les littoraux et dans les beaux villages de France fait qu'aujourd'hui, les jeunes issus de milieux populaires ne pourront pas vivre là où ils sont nés

Sur le plan politique, ce que vous appelez la «majorité ordinaire» apparaît cependant divisé. La percée d'Éric Zemmour ne vient-elle pas contredire l'idée d'un affrontement entre France périphérique et France des métropoles ?

Tous ces débats de salon, conjoncturels, ne touchent pas ou peu la société. La mécanique des gens ordinaires, ce que j'appelle le temps des gens ordinaires, est plus importante, elle s'inscrit dans le temps long et produit des effets sociaux et politiques. Qui a cassé le clivage gauche-droite ? On dit que c'est Macron grâce à son intelligence hors du commun. C'est faux, cela fait vingt ans que les classes moyennes et populaires ne se réfèrent plus au clivage gauche-droite, notamment les classes populaires allant de la gauche vers l'extrême droite ou se dirigeant vers l'abstention. C'est le mouvement de cette majorité ordinaire qui tue la gauche, renforce l'abstention ou les partis populistes. Si on regarde les choses froidement et qu'on revient au résultat de Marine Le Pen en 2017, on note que, par rapport à son père, elle est passée de 18 % à 35 %. Ce chiffre constitue le principal socle du bloc populiste. Zemmour connaissant parfaitement les rouages politiques, il parvient à capter une grosse partie de cet électorat, mais cet ensemble reste identique et représente globalement 35 % du corps électoral. Je crois à la permanence de cette géographie électorale qui aujourd'hui se structure globalement autour de la dichotomie grandes métropoles-France périphérique. Les gens à l'écart du modèle économique néolibéral se retrouvent dans cette contestation populiste, et Zemmour, avec un discours plus droitier et intellectuel capte la fraction la mieux intégrée de cet électorat et une part marginale de la bourgeoisie qu'il appelle «bourgeoisie patriote».

Sur le fond, la question matérielle reste déterminante. Si une partie de la bourgeoisie de droite ou de gauche peut faire le constat des échecs de la mondialisation et du modèle multiculturel, la différence essentielle, avec les 70 % qui gagnent moins de 2000 euros par mois, tient toujours à

sa capacité de se protéger des effets négatifs de ce modèle. À 5000 euros par mois, la bourgeoisie aura toujours la capacité d'effectuer des choix rétrogrades et scolaires qui la protège. Par ailleurs, il ne faut jamais oublier que ces catégories supérieures bénéficient depuis plusieurs décennies du modèle en renforçant la valeur de leur patrimoine. La valeur de leur appartement à Paris a été multipliée par 10. Leur résidence secondaire, par 3. In fine, Macron est leur assurance-vie. Du côté des classes moyennes et populaires, les gens ont au contraire besoin d'un état qui régule, qui protège, puisqu'ils n'en ont pas les moyens. Mais, actuellement, l'offre politique ne permet pas de répondre à cette attente.

La majorité ordinaire a besoin d'un champion qui dépasse l'extrême droite. Boris Johnson ou Donald Trump n'étaient pas des hommes seuls, ils se sont appuyés sur des partis.

La pandémie a-t-elle bouleversé le clivage que vous décrivez ? Le «monde d'après» sera-t-il caractérisé par un exode urbain ?

En effet, le marché immobilier des villes moyennes, près des grandes métropoles, frémait un peu. Cela n'est cependant pas synonyme de rupture totale avec les grandes métropoles. Ces personnes mobiles sont majoritairement des CSP+ qui investissent dans des territoires déjà convoités. Quand on voit les marchés immobiliers qui frémissent, ce sont les zones déjà gentrifiées, notamment les littoraux atlantiques, les beaux villages, etc. Ce qui me fascine autour de cette interrogation sur l'exode urbain, c'est le biais qu'il révèle. On se fiche de savoir ce qu'est le devenir de ceux qui vivent déjà dans la France périphérique (entre 60 % et 70 % des Français). Les élites pensent que l'avenir de ces territoires dépend de l'arrivée du bobo parisien, bordelais ou lyonnais. En réalité, l'arrivée de CSP+ par exemple sur les littoraux et dans les beaux villages de France fait qu'aujourd'hui les jeunes issus de milieux populaires ne pourront pas vivre là où ils sont nés. Ils sont obligés de se délocaliser le plus loin possible du littoral dans ce qu'on appelle le rétro-littoral, voire plus loin encore. Propriétaire à la mer, c'est fini pour les classes populaires. La vue sur la mer sera demain réservée aux catégories supérieures qui se seront rendues propriétaires de l'ensemble des littoraux. Cette violence invisible, cette appropriation, rappelle celle qu'ont connue les grandes villes hier et il n'y aura pas de retour en arrière.

On organise une société avec un modèle économique ultra-inegalitaire qui ne bénéficie qu'aux 20 % les plus aisés. On laisse filer les logiques de marché et, logiquement, les gens achètent leur résidence secondaire là où c'est beau et on se fiche du destin des jeunes issus des catégories populaires, nés sur ce territoire et qui vont devoir déménager. On tiendra des grands discours, on organisera des assises du territoire, des élus locaux diront que c'est scandaleux, mais, comme on ne veut pas bouger sur le fond, on renforcera un ressentiment énorme des catégories populaires. Ce ressentiment alimente en fine le mouvement existentiel et social des classes populaires et moyennes occidentales. Et puisque les élites ne veulent ou ne peuvent pas y répondre, elles tiendront les populations par la peur. La gestion par la peur consiste à promettre l'apocalypse, qu'elle soit démocratique, écologique ou sanitaire. L'apocalypse démocratique consiste par exemple à nous faire croire depuis trente ans à l'arrivée du fascisme. C'est du théâtre et cela permet de rabattre éternellement les indécis ou le gros bloc des retraités vers les partisans du modèle globalisé. Les citoyens auront peur du fascisme, de l'apocalypse sanitaire ou encore de l'apocalypse écologique. Toutes ces peurs permettent à des gouvernements impuissants de rabattre vers eux des citoyens qui ne votent plus par adhésion mais par crainte de l'apocalypse. Il n'y a aucune adhésion au macronisme. Seulement un vote de peur. S'il est réélu, le lendemain il s'effondrera dans les sondages. ■



FABEN CLAREFOND